Le maintien de l'ordre aux États-Unis... : Les enseignements des émeutes de 1992 à Los Angeles

Autor(en): **Pène, Michel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 9

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-348736

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le maintien de l'ordre aux Etats-Unis...

Les enseignements des émeutes de 1992 à Los Angeles

Les émeutes, déclenchées le 29 avril 1992 à Los Angeles par l'acquittement de quatre policiers blancs qui avaient «passé à tabac» un automobiliste noir, ont été les plus meurtrières qu'aient connues les Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Le bilan de cette flambée de violence, du 29 avril au 2 mai 1992, est en effet lourd: une cinquantaine de morts, près de 3000 blessés, environ 10000 arrestations et quelque 2 milliards de dollars de dégâts. A titre de comparaison, les émeutes de 1964, dans le quartier de Watts à Los Angeles, avaient fait 34 morts et celles de Detroit 43 morts en 1967.

Capitaine de frégate Michel Pène[1]

La plupart des victimes des émeutes de Los Angeles sont des Noirs ou des Hispaniques, tués par balles. On ne compte qu'une femme parmi les morts, mais 15 Noirs, 11 Hispaniques, 5 Blancs, 2 Asiatiques et une dizaine de personnes dont l'appartenance à un groupe ethnique n'a pas été déterminée. L'âge des victimes va de 15 à 49 ans. Certaines d'entre elles furent prises dans le feu croisé des tirs échangés entre les agents privés de sécurité et les émeutiers. Une seule personne est décédée des suites d'un lynchage (...).

Des violences ont également eu lieu le 1er mai 1992, mais sans jamais atteindre l'intensité de celles de Los Angeles, dans d'autres villes de la côte Ouest comme Seattle, Oakland, San Francisco, Las Vegas et Don Diego. Des troubles se sont aussi produits à New York, Philadelphie et Atlanta. Dans cette dernière ville, le 30 avril, un cortège d'étudiants de l'Université Clark qui se dirigeait vers la tombe du pasteur Martin Luther King pour protester contre le verdict de Los Angeles, fut la cible de bandes d'adolescents surgis des quartiers pauvres. Cette mêlée fit une soixantaine de blessés, en majorité des jeunes Noirs. Le couvre-feu fut restauré, comme dans les années 1930, par le maire républicain, M. Jackson.

1. Les forces de l'ordre à Los Angeles

Il semble que, localement, on n'ait su ni anticiper ni prévenir les conséquences du verdict d'acquittement rendu le 29 avril 1992. Dès cet instant, des foules commencèrent à lapider les voitures des forces de l'ordre, à l'endroit même où Rodney King avait été «passé à tabac», et se rassemblèrent aussitôt autour des commissariats, tandis que le chef de la police, M. Gates, tentait de quitter l'un d'eux pour se rendre à une réunion politique.

Evoquant les événements de Los Angeles, il a fait part, le 24 mars 1993, d'une analyse très critique: «Ce fut un échec. Les policiers se tenaient à l'écart, dans leurs voitures, alors que les émeutiers pillaient les magasins. Ceux qui étaient en pa-

[1] *Chargé d'études à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense à Paris. Ce texte, que nous publions dans une version légèrement abrégée, a paru dans la* Revue d'études et d'informations de la gendarmerie *N° 170. Un grand merci à son rédacteur en chef d'en avoir autorisé la reprise. Pour un survol événementiel des émeutes de Los Angeles, voir* RMS, *février 1998, pp. 37-41.*

trouille n'ont pas été envoyés en renfort. Ceux qui étaient sur place ont été rappelés au quartier général. C'est venu d'en haut. Il y a eu un effondrement de la chaîne de commandement. Il est en effet reconnu que, pendant les premières heures des émeutes, personne ne répondait au 911 qui est le numéro de la police».

Quels furent les moyens mis en place? Les moyens déployés pour contrôler les troubles furent impressionnants. Le 1er mai au soir, pour ne citer que cet exemple, environ 21000 policiers, pompiers, gardes nationaux et militaires, placés sous le commandement du général Powell, chef d'état-major des armées, quadrillaient la ville de Los Angeles, tandis que d'autres troupes, dépêchés par le président Bush, commençaient à faire leur apparition dans les environs de la ville.

Compétent sur le territoire de la ville de Los Angeles qui ne compte pas moins de quatre millions d'habitants, le *Los Angeles Police Departement* (LAPD) est composé d'environ 11000 personnes, soit 7500 policiers et 3000 administratifs. Un groupe d'intervention d'une centaine d'hommes très entraînés et chargés des situations à risques, ainsi qu'une division de support aérien mettant en oeuvre une vingtaine d'hélicoptères (trois en survol permanent et dotés d'équipements *Flir*) compose cette unité. Tous les services sont reliés par un système télématique centralisant les appels avant de les rediffuser vers les unités en patrouille. Ces forces modernes connurent des difficultés pour réagir rapidement dès les premières heures de l'émeute.

M. Gates a expliqué qu'il voulait éviter toute provocation dans un premier temps, mais il lui a été reproché d'assister à une réunion dans un quartier riche de Brentwood, au moment même où les émeutes commençaient. De son côté, le maire de Los Angeles estimait que le contrôle de la situation étaient perdu le 29 avril au soir. Il proclama l'état d'urgence et réussit à convaincre M. Wilson, gouverneur de la Californie, de faire appel à la Garde nationale.

Les pompiers de Los Angeles représentent environ 70 compagnies. Ils sont assistés par les compagnies des banlieues de Beverly Hills, du comté d'Orange et d'Inglowood. Dès le jeudi 30 avril, M. Mannings, chef du *Fire Department*, se déclara débordé. Plus de 2300 incendies criminels avaient été allumés malgré l'interdiction de vente d'essence à la pompe. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, la police, qui avait commencé à réinvestir les rues, assura la protection des pompiers qui furent à plusieurs reprises la cible des émeutiers.

Le service des douanes[2] et le service de l'immigration[3] ont juridiquement des pouvoirs de police. Plus de 1000 officiers de ces services furent envoyés à Los Angeles sur ordre du président Bush. La Garde nationale[4] déploya 6000 hommes à partir du 30 avril, pour les poster près des centres commerciaux de luxe ou sur les avenues menant aux beaux quartiers. Les premiers éléments qui se mirent en place étaient cependant dépourvus de munitions. La Garde nationale reçut ensuite le renfort de 4500 soldats fédéraux, dont 1500 Marines qui patrouillèrent pendant près d'une semaine dans les rues de Los Angeles.

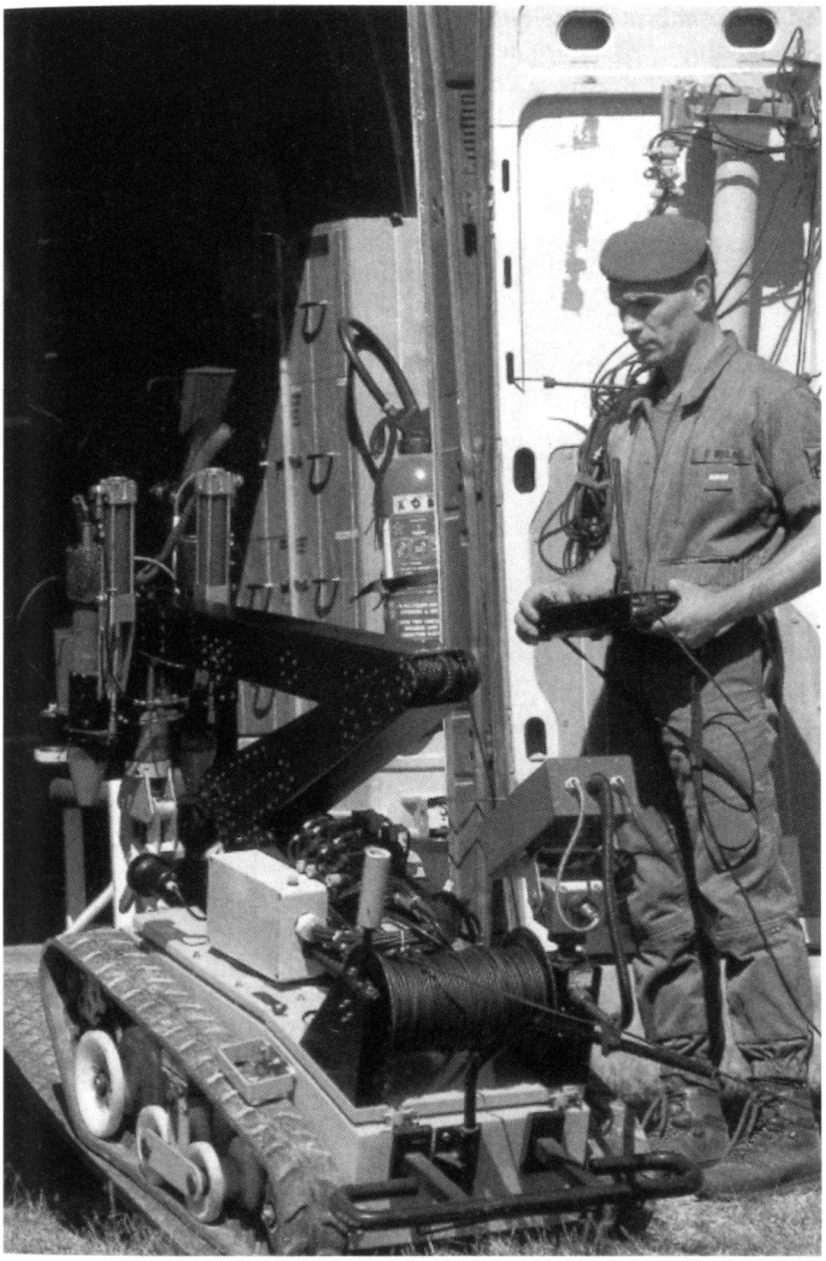
2. Causes lointaines et immédiates

Ces défaillances et cette passivité de la police s'expliquerait en partie par la rivalité personnelle opposant le chef de la police, Blanc aux sympathies républicaines, M. Gates, au maire noir démocrate, Tom Bradley, tous deux par ailleurs membres du LAPD. Depuis les événements, le nouveau chef de la police, Willie Williams, premier Noir à occuper ce poste, aurait «repris en main les services de police, apportant

[2] US Customs Service. *Il comprend l'*Office of Enforcement *regroupant environ 2000* Special Agents. *Ses quatre domaines d'activité sont: la lutte contre le trafic et la contrebande, le contrôle des mouvements et des changes, le respect de l'*Arms Export Act, *la lutte contre la criminalité organisée.*

[3] *L'INS regroupe 18000 personnes dont 10000 ont une mission de police.*

[4] *Cette Garde nationale de l'Armée de terre (443000 personnes environ) est une force de réserve capable, après mobilisation, d'activer 10 divisions (dont 2 blindées), une vingtaine de brigades et des bataillons indépendants. Elle est dotée des mêmes matériels que l'*US Army.



Un soldat français aux commandes du robot démineur TSR 201 *(Photo:* Terre Information, *mai 1999).*

des conceptions et une énergie neuves», s'inspirant des recommandations de la Commission Christopher, nommée en 1992 pour remettre en place un système de contrôle et réduire le mandat du chef du LAPD.

Une politique de prévention aurait été mise en place. «On déploiera davantage de policiers en uniforme dans les rues. Ceux-ci seront mieux entraînés à réagir face à une situation de ce genre, assurait le maire de Los Angeles.

Les événements du 2 mars 1991 à l'encontre de Rodney King ont aussi mis en évidence des méthodes policières très violentes, au moment même où les Etats-Unis, engagés dans l'opération «*TEMPÊTE DU DÉSERT*» en Irak, se voulaient les champions de la démocratie. Le président Bush se déclara «malade» devant cette violence. La Commission d'enquête, dirigée par W. Christopher, alors avocat à Los Angeles, souligna le «manque de professionnalisme» des forces de police «encouragées à commander et à se battre, pas à communiquer».

Ces émeutes ont révélé de nouveaux clivages sociaux, moins entre les Noirs et les Blancs qu'entre les nantis et un sous-prolétariat des centres-villes, abandonnés et privés d'emploi par la crise économique. Pour certains analystes américains, les troubles dans les grandes villes ne sont pas uniquement causés par les brutalités policières ou le mauvais fonctionnement du système judiciaire. Ils n'ont pas non plus pour cause le racisme à l'égard des Noirs ou des Hispaniques. Ils ont pour cause principale l'incapacité du système américain à satisfaire les besoins élémentaires des citoyens dans les domaines de la sécurité économique, du respect des individus et des groupes, du développement de la société en général. A ce titre, l'émeute de Los Angeles est semblable à un «Tchernobyl américain», à une catastrophe qui révèle la crise générale du système politique et économique.

Les causes profondes sont donc à rechercher dans une société de plus en plus inégalitaire, conduisant à la «ghettoïsation» et à la violence. La société américaine des années 1990

se caractérise, en effet, par une inégalité profonde et croissante, affectant tous les domaines de la vie sociale. Il y a deux vitesses, deux sociétés séparées et inégales, une blanche et une noire. Quelques statistiques sont, à ce titre, fort édifiantes. Le nombre des pauvres est élevé: 30% chez les Noirs, 26% chez les Hispaniques et 10% chez les Blancs. Le poids de la pauvreté se fait particulièrement sentir chez les jeunes, noirs et hispaniques.

Le système éducatif est en faillite. Les Etats-Unis se classent au quatorzième rang des pays industrialisés en pourcentage des dépenses pour l'éducation secondaire par rapport au produit national brut[5]. Le taux d'abandon des études secondaires est élevé chez les hispaniques, 28% en moyenne, mais 45% chez les plus pauvres, les Chicanos et les Portoricains. Il atteint 10% chez les Blancs et 15% chez les Noirs. 11% des Noirs et 6% des Blancs sont au chômage. 33% d'adolescents noirs et 16% d'adolescents blancs sont dans cette situation. Ces inégalités existent dans tous les domaines, en particulier dans celui de la santé et de l'habitat. Enfin, deux statistiques sont particulièrement inquiétantes et significatives de l'état de la société américaine:

■ Les Etats-Unis emprisonnent un pourcentage de leur population plus important que toute autre nation dans le monde, y compris l'Afrique du Sud.

■ 42% des Noirs, âgés de 18 à 35 ans, ont maille à partir avec la justice; 46% des arrestations pour viol, 50% de celles pour meurtre et 65% de celles pour vol concernent des Noirs, qui ne représentent que 12% de la population totale américaine.

Parfois, les véhicules doivent être fouillés à la main. Le démineur doit revêtir une tenue de protection (Photo: Vox, *N° 9528).*

[5] *Le manque d'argent explique-t-il tout? Malgré les crédits toujours croissant consacrés à l'éducation primaire et secondaire en Europe et en Suisse, on peut aussi parler de «faillite» de l'école publique qui ne parvient plus à apprendre à lire, à écrire et à compter à l'ensemble d'une classe d'âge, ce malgré des réformes perpétuelles et toujours très coûteuses. (Note de la rédaction)*

3. Crise des ghettos et violence urbaine

L'extension des banlieues résidentielles américaines s'est souvent faite au détriment des centres-villes. Les municipalités sont ainsi entrées dans un cercle vicieux: appauvrissement de la population et des classes moyennes touchées par le chômage, chute des recettes fiscales mais augmentation des dépenses sociales, délinquance, drogue, puis déficit budgétaire croissant. Le désengagement de l'Etat fédéral de ses tâches de protection sociale au profit de la politique extérieure et de sécurité n'a fait qu'aggraver cette situation. Les Etats-Unis déclarent avoir gagné la guerre froide; l'empire soviétique s'est effondré en effet mais au prix d'une érosion, voire d'une «balkanisation» de la société américaine toute entière. Le défi que doit relever le président Clinton est donc immense et la question des villes et des ghettos est devenue prioritaire. Deux écoles s'affrontent pour tenter de résoudre la crise spécifique des ghettos américains.

La première considère que le chômage et l'évolution de l'économie sont les facteurs déterminants. Par exemple, au cours des dix-huit mois qui précédèrent les émeutes, le sud de la Californie perdit 600000 emplois. La moitié des sociétés et des commerces saccagés n'ont pas rouvert, et le chômage n'a pas cessé de croître, aggravé par les conséquences de la contraction du budget militaire. Cette école prend acte de l'échec de la politique de lutte contre la pauvreté entamée de 1963 à 1968 par le président Lyndon Johnson, dans le cadre de son projet de «Grande société».

Le président Bill Clinton a repris à son compte un programme voisin de celui de M. Kemp, ancien secrétaire au logement de M. Reagan: priorité à l'aide pour l'accès à la propriété, réforme du *welfare*, afin de favoriser la famille «normale» comportant deux parents, facilités financières pour la création d'entreprises dans les ghettos. D'autres idées prennent forme également, afin d'organiser une meilleure unité parmi les communautés urbaines et leur résidents, en améliorant les institutions politiques locales et régionales.

La seconde école a tiré des violences passées la conviction que le problème majeur auquel est confronté la société américaine n'est pas tant la dégradation des villes que les troubles eux-mêmes. Cette école estime que la solution ne viendra pas de la mise en place par le gouvernement de nouveaux programmes sociaux mais d'un renforcement de la répression. Pour M. L. Sherman, professeur de criminologie à l'Université de Maryland, «le grand problème du conflit entre Noirs et Blancs, entre riches et pauvres dans ce pays, c'est la criminalité. Les gens sont frustrés par l'absence de peines et de sanctions à l'encontre de ceux qui enfreignent les lois. Beaucoup de gens sont contents quand les flics passent à tabac un voleur à main armée comme Rodney King, parce que ce sont des gens comme lui qui vous menacent quand vous faite la queue dans un supermarché.»

Il est devenu presque banal d'évoquer cette violence urbaine dont la production cinématographique américaine se fait

Wiesel-1 *de maintien de l'ordre avec tourelle BTM 208 à Eurosatory 1992.*

Le Galix *pour le maintien de l'ordre (Photo: GIAT Industries)...*

depuis longtemps le reflet. Quel chemin parcouru en trente ans entre les bandes portoricaines de *West Side Story* et les bandes armées de *Chute libre*! Rousseau aurait-il raison: les villes sont-elles en train de devenir le gouffre de l'espèce humaine? A Los Angeles, environ 600 gangs cohabitent dans les zones dites à risques; ces zones ne sont plus contrôlées par la police, qui ne les investit désormais que sous forme de *Task Forces* et d'*Agressive Patrol Groups*. Ces gangs sont responsables d'environ 500 morts chaque année et ont mis en place un réseau national de vente de stupéfiants. La peur domine les rapports et conduit à entretenir le cycle de la violence.

Les émeutes de Los Angeles, des signes avant-coureurs?

Il est possible que la vision de la seconde école prévale. Une minorité opulente vivra, comme les habitants actuels des beaux quartiers de Los Angeles, sur les collines, dans des enclaves protégées par des alarmes électroniques, loin des foules sans espoir des bas-quartiers des centres-villes. C'est la situation, aujourd'hui, de la majorité blanche sud-africaine ainsi que des riches propriétaires terriens d'Afrique du Sud.

La situation sociale dans les grandes villes américaines demeure très instable, et certains analystes, s'interrogeant sur les causes de la fréquence peu élevée de ces émeutes, ont identifié quelques facteurs d'inhibition temporaire: le commerce de stupéfiants qui implique la violence entre les gangs, la misère extrême qui oblige les pauvres à lutter pour leur survie plutôt que de se mobiliser pour améliorer leur sort, l'émergence de classes politisées noires et hispaniques, capables de contrôler pour l'instant les réactions des foules.

Les émeutes de Los Angeles constituent cependant les signes avant-coureurs de mouvements plus graves. En effet, leurs causes principales résident dans un mécontentement né d'innombrables abus infligés aux citoyens noirs et au refus massif de l'ordre politico-économique reaganien.

Les troubles ont touché une zone deux fois plus vaste que celle qui avait été frappée lors des émeutes de Watts en 1965. Les bandes armées californiennes (80000 *gang members*) possèdent désormais des armes automatiques, mitraillettes *Uzi* et fusils d'assaut *AK-47*, malgré l'interdiction d'importations d'armes semi-automatiques prononcée en mars 1988 par l'Etat de Californie, puis par l'administration fédérale; ils disposent aussi de moyens de transmission modernes. Cette émeute est également la première émeute multi-ethnique: 45% des interpellés étaient latino, 41% étaient afro et 12% anglo, 60% d'entre eux n'avaient jamais été condamnés.

A côté de cette large base sociale, l'alliance nouée entre les gangs, dont la politisation se poursuit. Le fait majeur est qu'une génération entière de jeunes des *inner-cities*, qui avaient été condamnés par le reste de la société à la mort sociale, se fait l'architecte de l'avenir de la communauté en mettant en avant un programme de reconstruction économique et de restructuration sociale.

L'administration Clinton paraît avoir pris la mesure des risques dans les villes améri-

caines et une centaine de millions de dollars ont été débloqués au profit de Los Angeles. Il ne s'agit là que d'une aumône insuffisante, et l'optimisme du maire doit être tempéré quand il déclare: «Nous sommes sur le chemin de la guérison. Le programme «Reconstruire Los Angeles» a été lancé, alors que la cendre des incendies était encore chaude.» M. Curvin, directeur à la Fondation Ford, porte un diagnostic plus pessimiste et lance un cri d'alarme: «Les émeutes de Los Angeles sont la combinaison d'un déclin économique et de l'abandon des centres-villes. Mais c'est aussi le résultat de l'insensibilité de la société au sort de ceux qu'elle a laissé sur sa route, ceux qui ne votent pas... C'est un danger qui guette aussi les autres pays, la plupart des grandes villes.»

C'est donc l'exclusion raciale et/ou sociale, qui est à la source des émeutes urbaines. Celles-ci résultent d'une double réaction, d'une part contre les stratégies policières discriminatoires qui reposent sur une association entre race et crime, d'autre part contre une société, généralement blanche, perçue comme injuste, dont la police constitue l'un des symboles le plus visible.

Les événements de Los Angeles imposent une réforme profonde des structures et des méthodes des forces de maintien de l'ordre américaines. D'aucuns, outre-Atlantique, redécouvrant les concepts de «police de proximité», estiment qu'aujourd'hui la technologie ne résout pas tous les problèmes et qu'une nouvelle philosophie policière, centrée sur la prévention et les relations humaines, doit permettre de lutter contre la criminalité avec plus de succès que la traditionnelle approche «réaction-répression».

5. Un nouvel ordre public reste à construire

Les émeutes de Los Angeles ont des caractéristiques qui rappellent celles du tiers-monde. Leur cause principale est le déficit social induit par les conséquences des politiques ultralibérales menées dans les grandes villes et leurs banlieues.

Les médias jouèrent un rôle déterminant, tout d'abord en révélant les brutalités policières, puis les anomalies, enfin le verdict d'un procès qui mit le feu aux poudres. Parfois ces médias, compromettant le secret, sont à l'origine de sanglants accidents. Ce fut le cas le 28 février 1993, quand les fonctionnaires du Bureau de alcools, des armes à feu et des tabacs, probablement soucieux de valoriser leur image, investirent le ranch de Waco, suivis de près par la télévision. Le bilan fut de 4 morts et 16 blessés...

Des tireurs d'élite, on en a besoin dans les forces de police comme dans les formations militaires. (Photo: Gilles Rivet).

L'affaire Rodney King avait commencé juste après la guerre du Golfe, alors que les journaux célébraient la victoire de l'armée américaine en Irak, en pleine campagne électorale présidentielle. Le parallèle entre l'opération «*TEMPÊTE DU DÉSERT*» et celle de Los Angeles est, par certains aspects, remarquable. Le rétablissement de l'ordre s'est en effet déroulé comme une véritable opération de projection de forces policières mais surtout militaires, massive, avec plus de 20000 hommes engagés, et décisive avec une cinquantaine de morts et 10000 arrestations en 2 jours. Cette opération révéla, outre les limites de la politique de prévention de la police, la mauvaise coordination entre les niveaux locaux, régionaux et fédéraux. Elle souligna l'absence d'un corps suffisant de forces professionnelles, rompues aux techniques de maintien de l'ordre. Elle démontra le danger croissant de la prolifération d'armes automatiques légères qui a transformé en massacre ce qui, ailleurs, n'aurait probablement été qu'une manifestation très dure.

Ces émeutes de Los Angeles rappellent que la violence armée est en train de réinvestir

les sociétés traditionnelles. Les marques de sous-développement sont, certes, plus apparentes au Sud, mais occultées et croissantes dans les sociétés et villes du Nord. Les jeunes, sur fond de chômage, de drogue, de délinquance, d'analphabétisme, en un mot de misère, prennent, les armes à la main, le contrôle d'un grand nombre de zones suburbaines progressivement abandonnées par la police.

(...) Un nouvel ordre public reste à construire, qui résultera d'une convergence entre les missions de sécurité civile et les missions de défense ou de sécurité militaire. Ce fut le cas à Los Angeles où le «siège militaire» de 51 jours s'est soldé par la mort de plus de 80 personnes, dont 17 enfants.

Cette violence collective, en diminution par rapport aux années 50 et 60, se nourrit d'une violence individuelle ou de petits groupes, qui est en train de se développer et qui contribue à l'instauration d'un climat de peur. Dans les sociétés fragmentées, où les armes et la drogue prolifèrent, il suffit d'un accident symbolique, renvoyant à certains groupes ou minorités leur propre image sociale amplifiée par les médias, pour que la réaction en chaîne s'amorce. Les organisations de police, elles-mêmes mal coordonnées et contrôlées, s'avèrent alors inefficaces, voire dangereuses en attisant cette violence. Les forces militaires professionnelles, appelées à la rescousse, ont alors un effet stabilisant supérieur à une police déconsidérée.

Si rien n'est fait au niveau social, une frontière, jusque-là difficilement franchissable, sera abolie entre police et force armée, entre maintien de l'ordre et guerre. A long terme, estime Thierry Gaudin dans *2100*, «des principes d'autodéfense devront être instaurés autour, par exemple, d'un service national, non plus militaire mais civique, visant à renforcer la résistance des populations aux différentes formes d'agression, de drogue et de désinformation.»

Les enseignements de la situation américaine ne peuvent qu'inciter au pessimisme, même si le président Clinton a placé en tête de ses priorités le redressement économique et social des Etats-Unis. (...) Dans son livre, *La désunion de l'Amérique*, A. Schlesinger a lancé un message inquiétant selon lequel l'ethnocentrisme, surtout africain mais aussi hispanique et asiatique, menacerait les Etats-Unis de désunion et de «balkanisation». Selon lui, c'est dans les écoles et dans les universités que réapparaissent de nouvelles formes de contestation. Celles-ci pourraient trouver dans les ghettos urbains de puissants et redoutables relais, capables de compromettre gravement l'ordre social américain.

6. Conclusions

En Europe et en France, les émeutes urbaines vont conservé une ampleur limitée. Il y a en effet loin de nos banlieues aux ghettos américains. Le risque existe cependant de voir se développer, au sein des agglomérations, des identités collectives sur la base de clivages socio-économiques, ethniques ou culturels. Cet équilibre sera de plus en plus fragile et de nouvelles méthodes de maintien de la paix sociale devront être développées, reposant davantage sur le contact et le dialogue entre forces de l'ordre et citoyens[6]. L'usage de la force aura, en effet, de plus en plus de difficultés à se faire reconnaître comme légitime.

Ce qui se passe sur la scène intérieure est analogue à ce qui se passe sur la scène internationale, où l'ONU est toujours plus fréquemment sollicitée. L'usage de la force permettra, de plus en plus difficilement, d'aider à la résolution des conflits internes et externes. Seule une politique de prévention, d'éducation, d'aide au développement et à l'aménagement des villes, de justice sociale et internationale peut, à long terme, contenir la misère et la violence. (...)

M. P.

[6] *Ce qui postule, du moins en Suisse, que des crédits soient débloqués pour étoffer les effectifs des forces de police, dont les moyens ne correspondent plus aux missions dont on les « surcharge ». (Note de la rédaction).*